

Nicolas GUILLET

Maître de conférences de Droit public HDR

Directeur du CERMUD

PUBLICATIONS

Ouvrages

- 1) *Contribution à l'étude de l'ordre du jour en droit public*, Paris, éd. Mare & Martin, 2023, 197 p.
- 2) *Liberté de religion et mouvements à caractère sectaire*, Paris, LGDJ, coll. « Bibl. dr. publ. », t. 235, 2003, 672 p. (publication à compte d'éditeur ; chron. : *AJDA* 2004, p. 407 ; *RFSP* 2005, vol. 55, p. 1002).

Direction d'ouvrages

- 1) *La gouvernance portuaire*, Paris, éd. IFJD, coll. « Colloques & Essais », n° 210, 2024, 176 p.
- 2) *Mer et droits fondamentaux de la personne humaine*, Paris, éd. IFJD, coll. « Colloques & Essais », 2022, n° 145, 192 p.
- 3) *Les transformations de l'administration fiscale*, (Actes du colloque tenu à l'Université du Havre le 20 mai 2010), Paris, L'Harmattan, coll. « Finances publiques », 2011, 168 p.
- 4) *Les difficultés de la lutte contre les dérives sectaires*, (Actes du colloque tenu à l'Assemblée nationale le 10 mars 2005), Paris, L'Harmattan, coll. « Religions et sciences humaines », 2007, 218 p. (chron. dans : *ASSR*, 140 (2007) – *Varia*, p. 210-212 ; *Nervure*, XX (4), mai 2007, p. 15).

Co-direction d'ouvrages

- 1) *Penser le maritime* (co-dir. avec J.-F. Klein, A. Lemarchand et E. Saunier), Bordeaux, PU Nouvelle-Aquitaine, 2022, 240 p.
- 2) *Le droit des activités maritimes et portuaires* (co-dir. J.-M. Jude), (Actes du colloque tenu à l'Université du Havre le 26-27 oct. 2017), Paris, Institut universitaire Varenne, coll. « Colloques & Essais », t. 84, 2019, 282 p.
- 3) *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe*, (co-dir. N. Afiouni), Bruxelles, Presses universitaires de Bruxelles, coll. « Science politique », 2016, 188 p. (chron. dans : *RFSP* 2017, vol. 67, p. 1228-1231 ; *L'OURS*, n° 467, avril 2017, p. 3 ; *Politique et sociétés*, Vol. 37, n° 1, 2018, p. 159-160).

Direction et co-direction de numéros de revue

- 1) « Le projet d'installation d'un terminal méthanier flottant dans le port du Havre : contexte et enjeux juridiques », *Revue juridique de l'environnement*, n° 1, 2024.

- 2) « La propriété », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, n° 20, 2022 (avec J.-M. Larralde).

Articles

- 1) « Saint-Pierre et Miquelon et son port », *Droit maritime français*, n° 859, 2023, p. 638-643.
- 2) « L'épidémie de Covid-19 et les finances publiques : la loi de finances rectificatives du 23 mars 2020 », *Petites affiches*, 15 mai 2020, n° 153, p. 5-14.
- 3) « Le trompe-l'œil juridique de la loi du 12 mars 2012 relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers », *Dr. soc.*, n° 7/8, juillet-août 2012, p. 697-707.
- 4) « Après les réquisitions de personnels grévistes de l'automne 2010. Réflexions sur la portée du droit de grève dans une France en crise », *Dr. soc.*, n° 2, février 2012, p. 152-163.
- 5) « La recentralisation des finances locales sous l'effet de leur européanisation », *Pouvoirs locaux*, n° 95, décembre 2012, p. 86-92.
- 6) « La loi du 9 février 2009 de programmation pluriannuelle des finances publiques », *Petites affiches*, 16 novembre 2009, n° 228, p. 4-15.
- 7) « Interdits et interdictions dans le droit de la fonction publique », *Droits et cultures*, 57, 2009/1, pp. 77-92 (Actes du colloque des 21-22 février 2008, université de Cergy-Pontoise).
- 8) « L'avenir de l'autonomie financière des collectivités territoriales après la loi organique du 29 juillet 2004 », *Revue de recherche juridique Droit prospectif*, n° 2005-3, p. 1601-1629.
- 9) « Brèves remarques autour des modifications récentes affectant la liberté de l'expression cinématographique », *Gaz. Pal.*, 7-8 mai 2004, n° spécial *Droit du cinéma*, p. 31-36.
- 10) « Droit, psychologie et lutte contre les dérives sectaires. Réflexions de droit français », *Annales de droit de Louvain*, vol. 64, 2004, n° 4, p. 595-610.
- 11) « La MILS est morte. Vive la MIVILUDES ! », Commentaire du décret n° 2002-1392 du 28 novembre 2002 instituant une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires, *JCP A*, 3 février 2003, p. 138-139.
- 12) « L'appartenance à une secte et les droits et libertés de la personne », *Les Cahiers de Droit*, vol. 40, n° 4, décembre 1999, p. 887-909.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- 1) « La gouvernance maritime et littorale face aux enjeux de régulation des espaces maritimes et littoraux », in N. Boillet et G. Gueguen-Hallouet, *La diversité des usages en mer et sur le littoral saisie par le droit*, Paris, Pedone, 2024.
- 2) « Les évolutions néolibérales du droit public financier : vers une négation de la souveraineté ? », in Th. Boccon-Gibod et a. (dir.), *Souveraineté et néolibéralisme*, Bordeaux, Editions Bord de l'eau, 2023.
- 3) « Les ambivalences de la laïcité dans le discours juridique », in B. Bourdelois (dir.), *Mutations sociales et mutations du droit*, Paris, Mare&Martin, 2023, p. 93-125.
- 4) « Narrer la norme de la dette publique. Analyse du discours juridique », in C. Sintez, E. Nicolas et J. Guittard (dir.), *Narrations de la norme*, Paris, éd. Mare&Martin, coll. « Libre droit », 2022 (Actes du colloque d'Amiens, 28-29 nov. 2019), p. 201-218.

- 5) Commentaire de CE, 10 février 1984, Mme Dufour, *in* M. Charité, N. Duclos, F. Eddazi (dir.), *Orléans par le droit administratif à l'ombre de Macarel & Cormenin*, Le Mans, Editions l'Epitoge, « L'Unité du Droit », vol. XXXV, 2021, p. 219-229.
- 6) « Les finances publiques contemporaines : surveiller et punir ? De la norme démocratique à la norme disciplinaire », *in* C. Syntez et E. Nicolas (dir.), *Foucault face à la norme*, Paris, Mare&Martin, 2020 (Actes du colloque d'Orléans, 15-16 novembre 2018), p. 87-106.
- 7) « Réflexions sur les ports et installations de plaisance du point de vue du droit public financier », *in* N. Guillet et J.-M. Jude (coord.), *Le droit des activités maritimes et portuaires*, précité, p. 23-43.
- 8) « La religion dessaisie de la mort : le droit de la fin de vie », *in* J.-F. Boudet (coord.), *Les rites et usages funéraires : essais d'anthropologie juridique*, Aix-en-Provence, PUAM, 2019, p. 233-246.
- 9) « Figures de l'extrême droite en droit français : l'impossible banalisation », *in* N. Guillet et N. Afrouni (dir.), *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe*, précité, p. 73-94.
- 10) « Le service public du pilotage », *in* C. Glineur (dir.), *L'Etat et la mer*, Rouen, PURH, 2015, p. 121-143.
- 11) « Les critères de la délégitimation des minorités religieuses », *in* A.-L. Zwilling, *Minorités religieuses, religions minoritaires dans l'espace public. Visibilité et reconnaissance*, Strasbourg, Presses univ. de Strasbourg, 2014, p. 19-40 (Actes du colloque des 7-8 avril 2011, Université de Strasbourg ; chron. dans : *ASSR*, 172 (2015), p. 391).
- 12) « Le Bureau CF2 de la DGFIP : affaires particulières et affaires pénales », *in* N. Guillet (dir.), *Les transformations de l'administration fiscale*, précité, p. 131-158.
- 13) « L'environnement dans le droit des marchés publics », *in* A. de Raulin et G. Saad (dir.), *Droits fondamentaux et droit de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, coll. « Economie plurielle », 2010, p. 197-225.
- 14) « Laïcité de l'Etat et neutralité fiscale », *La Revue*, 1^{er} mars 2012, n° 1, « La religion et l'impôt », p. 88-102 (Actes du Colloque *La religion et l'impôt*, 6-7 avril 2006, Faculté de droit et de science politique de l'Université de Clermont-Ferrand).
- 15) « Harcèlement et mouvements sectaires », *in* M. Sanchez-Mazas et G. Koubi (dir.), *Le harcèlement. De la société solidaire à la société solitaire*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2005, p. 83-93 (Actes du colloque des 6-7 février 2003, université de Cergy-Pontoise).

Notes de jurisprudence

- 1) « Redevances d'occupation du domaine public : vigilance sur la facturation ! », note sous CAA Bordeaux, 21 décembre 2023, n° 21BX01636, *Droit maritime français*, n° 871, 2024, p. 754-761.
- 2) « Retour sur les modalités de détermination de la valeur locative des installations de plaisance », obs. sous CAA Marseille, 25 novembre 2022, n° 21MA00795, *DMF*, n° 856, 2023, p. 345-352.
- 3) « La rareté dans le contentieux de la fixation du montant des redevances domaniales portuaires », note sous CAA Marseille, 4 février 2022, n° 20MA01157, *DMF*, n° 845, 2022, p. 728-741.
- 4) « La participation des organisations syndicales aux comités de suivi des accords négociés dans la fonction publique », note sous CE, ord. réf., 25 nov. 2020 et 16 avr. 2021, *Droit ouvrier*, 2021, n° 875-876, p. 432-437.
- 5) « La liberté de manifester face à l'état d'urgence sanitaire », note sous CE, ord. réf., 6 juillet 2020, CGT, SOS Racisme et a., *Droit ouvrier*, 2020, n° 866, p. 669-681.

- 6) « Le champ d'application de l'exonération de cotisation foncière des ports objet d'une QPC », Note sous CC, déc. n° 2018-733 QPC, 21 septembre 2018, *DMF*, n° 809, 2019, p. 81-93.
- 7) Avec Mme Emily Lacaze : « Vers une meilleure prise en charge des frais irrépétibles des personnes publiques en l'absence de ministère d'avocat ? », Note sous CE, 3 octobre 2012, Min. de la Défense c/ Sté Arx, *Petites affiches*, n° 83, 25 avril 2013, p. 7-14.
- 8) « L'élargissement du pouvoir de réquisition aux autorités d'une société privée gérant un service public », obs. sous CE, Ass., 12 avril 2013, FO Energie et Mines et a., *Revue des droits de l'homme*, 15 mai 2013 : <https://revdh.wordpress.com/2013/05/17/droit-de-greve-pouvoir-de-requisition-societe-privee-service-public/>
- 9) « La liberté d'expression syndicale des fonctionnaires devant la Cour européenne des droits de l'homme », Note sous Cour. eur. dr. h., 6 octobre 2011, Vellutini et Michel c. France, *Revue de recherche juridique Droit prospectif*, n° 2012-1, p. 121-137.
- 10) « Les conditions de la reprise du travail après l'exercice du droit de retrait dans la fonction publique », Note sous CE, 2 juin 2010, Min. Educ. nat. c/ Mlle Fuentes, *AJDA* 2010, p. 2157-2162.
- 11) « La retenue sur traitement ne peut pas sanctionner un refus d'obéir », Note sous CE, 23 mai 2007, France Telecom c/ G., *JCP A*, 17 septembre 2007, comm. 2230, p. 29-32.
- 12) « Qu'est-ce qu'une partie perdante dans un référé-instruction ? », Note sous CE, Sect., 7 avril 2006, Centre hospitalier régional de Nice, *AJDA* 2006, p. 1233-1235.
- 13) « Mesures d'ordre intérieur : (im)précisions et occasion ratée », Note sous CE, 12 mars 2003, M. Frérot, *JCP A*, 21 juillet 2003, p. 1033-1035.
- 14) « La police du cinéma : de la protection des mineurs au rejet de l'ordre moral », Note sous CE, 14 juin 2002, Association Promouvoir, *publié en mars 2003* : <http://www.rajf.org>

Fascicules et notices

- 1) Refonte et actualisation des fascicules du *JurisClasseur Fiscal impôts directs* (éd. LexisNexis) consacrés aux prélèvements sociaux : n° 1065 (CSG), 1066 (CRDS), 1067 (prélèvement social), 1068 (contribution additionnelle), 1069 (prélèvements de solidarité) – 2013/2016.
- 2) Notices « budget », « deniers publics », « impôt » et « redevance », in N. Kada et M. Mathieu (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, Grenoble, PUG, coll. « CERDHAP », 2014.

Comptes-rendus de lecture (Revue *Lectures*, OpenEdition) :

- 1) Raphaël Morera, *Une histoire au fil de l'eau. Paris et son environnement, XVIe-XVIIIe siècle*, Paris, EHESS, coll. « En temps et lieux », 2024, 304 p.
- 2) Cédric Passard (dir.), *Les usages politiques de l'insulte*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Rencontres », 2024, 304 p.
- 3) Christophe Pierucci (dir.), *Les impensés du droit administratif. Hommage à Jacques Caillosse*, Paris, LGDJ, coll. « Droit et société. Recherches et travaux », 2022, 207 p.
- 4) Christian Bessy et Michel Margairaz (dir.), *Les biens communs en perspectives. Propriété, travail, valeur (XVIIIe-XXIe siècle)*, Paris, Ed. de la Sorbonne, coll. « Homme et société », 2021, 244 p.
- 5) Liora Israël, *L'arme du droit*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Contester », 2020, 154 p.
- 6) Wanda Capeller, Jacques Commaille et Laure Ortiz (dir.), *Hommage à André-Jean Arnaud*, Paris, LGDJ, coll. « Droit et société », t. 59, 2019, 290 p.

- 7) Michel Hébert, *La voix du peuple. Une histoire des assemblées au Moyen-Âge*, Paris, PUF, 2018, 308 p. :
- 8) Olivier Galland et Anne Muxel (dir.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018, 460 p.
- 9) António Casimiro Ferreira, *La société d'austérité. L'avènement du droit d'exception*, Paris, LGDJ, coll. « Droit et société », 2017, 152 p.

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

Communication à des colloques et séminaires (hors Le Havre)

- 1) « Les conditions d'exercice des libertés collectives, enjeux de légitimité du pouvoir politique », Université de Valenciennes / Faculté catholique de Lille, 30-31 janvier 2025 : *La légitimité, entre reconfigurations et refondation*.
- 2) « Le droit public face à la montée de l'extrême droite » : École supérieure de gestion et des comptes publics du Tribunal des comptes de la ville de Sao Paulo (Brésil), 5-7 décembre 2024 : *Démocratie, gouvernance et politiques publiques*.
- 3) *Local finances in European Cities* : Séminaire en ligne (<https://univ-droit.fr/actualites-de-la-recherche/manifestations/45902-local-finances-in-european-cities>), 18 déc. 2022 : *Ports and competition*.
- 4) Université de Brest, 20-21 oct. 2022 : *La diversité des usages en mer et sur le littoral saisi par le droit*.
- 5) Université de Grenoble, 4-5 oct. 2021 : *Souveraineté et néolibéralisme*.
- 6) Université d'Amiens, 28-29 nov. 2019 : *La narration de la norme*.
- 7) Université d'Orléans, 15-16 nov. 2018 : *Foucault face à la norme*.
- 8) Université de Strasbourg, 7-8 avril 2011 : *Minorités religieuses, religions minoritaires : visibilité et reconnaissance dans l'espace public*.
- 9) Université de Cergy-Pontoise, 21-22 fév. 2008 : *Interdit(s), interdiction(s)*.
- 10) Université de Clermont-Ferrand, 6-7 avril 2006 : *La religion et l'impôt*.
- 11) Université de Cergy-Pontoise, 6-7 fév. 2003 : *Le harcèlement*.

Organisation de colloques, journées d'études et séminaires au Havre (sauf mention contraire)

- 1) CERMUD : *Le projet d'installation d'un terminal méthanier flottant dans le port du Havre : contexte et enjeux juridiques* (6-7 avril 2023).
- 2) CERMUD : *La gouvernance portuaire* (3-4 mars 2022)
- 3) CERMUD : *Mer et droits fondamentaux de la personne humaine* (30 sept. 2019).
- 4) Séminaire pluridisciplinaire *Penser le maritime – 2017/2019 – co-organisation avec J.-F. Klein (histoire), A. Le Marchand (économie et sociologie) et E. Saunier (histoire) : discussion des thèmes, organisation des séances consacrées au Droit (une en 2018 : Mme Nathalie Ros, Mme Alix Rodet-Profit ; une en 2019 : M. Patrick Chaumette, Mme Annie Cudennec)*.
- 5) CERMUD, co-organisation avec M. Jean-Michel Jude, maître de conférences de droit privé : *Le droit des activités maritimes et portuaires* (26-27 oct. 2017).
- 6) LexFEIM : *La diversité religieuse. Approche pluridisciplinaire* (19 sept. 2013 et 18 sept. 2014).

- 7) Groupe de Recherche Identités et Cultures (GRIC), co-organisation avec Mme Nada Afiouni, maître de conférences en civilisation britannique : *Les tentatives de banalisation de l'extrême-droite en Europe* (5 avril 2012).
- 8) GREDFIC/Direction régionale des finances publiques de Haute Normandie : *Les transformations de l'administration fiscale* (20 mai 2010).
- 9) Groupe d'études sur les sectes de l'Assemblée nationale : *Sectes et enfance* (Saint-Priest, 30 mars 2006) et *La difficulté des dérives sectaires* (Paris, 10 mars 2005).